

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

IMRE FERENCZI

## **La statistique des étrangers notamment au point de vue français**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 78 (1937), p. 288-310

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1937\\_\\_78\\_288\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1937__78_288_0)

© Société de statistique de Paris, 1937, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

### III

## LA STATISTIQUE DES ÉTRANGERS

### NOTAMMENT AU POINT DE VUE FRANÇAIS

---

#### I

##### L'IMPORTANCE DU PROBLÈME DES ÉTRANGERS

Le problème des étrangers dans le monde et des nationaux à l'étranger se trouve partout, aujourd'hui, à l'état aigu. Mais il n'est pas de pays pour lequel la connaissance des données relatives à ce sujet soit plus importante que pour la France. Ce pays fut toujours l'un des plus attrayants et des plus hospitaliers du monde. Pendant de longues années une part prédominante de l'accroissement de la population est due à l'élément étranger, jusqu'en 1935 où l'on arrivait au tournant de la décroissance absolue de l'effectif de sa population.

Cependant, à la suite de la crise, la France s'est crue obligée, depuis 1930, d'accélérer une forte contre-migration des étrangers — ceci à l'encontre de ses propres intérêts démographiques permanents. D'autre part, l'émigration croissante des Français, notamment dans leurs propres colonies, a posé des problèmes nouveaux, d'ordre quantitatif et qualitatif, au sujet de la statistique démographique.

Une première statistique *internationale* des étrangers, telle qu'elle vient d'être publiée par le Bureau international du Travail (1), ne pouvait donc échapper à l'opinion française.

Après la guerre, les problèmes des étrangers ont créé, dans leurs aspects internationaux, des conflits de plus en plus fréquents et graves, de sorte que l'état de la statistique des étrangers ne pourrait généralement plus donner satisfaction. Les étrangers sont, en effet, en proie à un nationalisme agressif et des sentiments xénophobes qui ont servi de motifs pour donner une direction de plus en plus autarchique à l'économie, y compris une politique de migrations de plus en plus restrictive à titre de protection du niveau de vie national et d'équilibre des races composant la nation et d'eugénisme. Par ailleurs, le problème des apatrides est devenu beaucoup plus important qu'autrefois, notamment par suite de la situation juridiquement indécise de nombreux optants, des grandes masses de réfugiés volontaires et des « ennemis d'État » auxquels certains gouvernements enlèvent la nationalité à titre de sanction. Aussi la situation des personnes possédant une double nationalité ne peut que difficilement trouver une expression statistique précise et sûre. Enfin une certaine confusion d'idées a été créée par la conception proclamant une solidarité politique de tous les co-nationaux de même sang, obligeant ces derniers au service obligatoire des pays d'origine respectifs dans les pays régis même par le *jus soli*, conception qui ne saurait pas être admise internationalement, pas même dans les statistiques des étrangers. D'autre part, les citoyens à l'étranger ne sauraient non plus être assimilés aux frères minoritaires vivant depuis des siècles dans certains pays. Or, d'après le professeur Winkler (Vienne), le terme « *Auslanddeutsche* » concerne les deux catégories, au point de vue statistique. Nous nous trouvons donc à présent en état de conflit de conceptions très aigu, quant à la notion politique et juridique des étrangers. Ce cas très rare dans l'histoire pose notamment à la statistique des étrangers des problèmes très complexes.

Par ailleurs le passeport national est devenu à notre époque un véritable trésor; il est souvent la condition de l'existence sociale de l'individu, car la situation matérielle des étrangers est devenue, notamment depuis la grande crise, un problème particulièrement compliqué de la politique économique et sociale internationale, ainsi que de l'assistance sociale internationale qui menacent le niveau de vie général dans certains pays. Les problèmes généraux des étrangers jouent un rôle donc aussi d'une importance croissante dans toute l'activité de la Société des Nations; leur solution est la juste mesure de la solidarité des membres. Les étrangers actifs, et notamment les travail-

---

(1) Bureau international du Travail, *La Statistique des étrangers*. Étude comparative des recensements de 1910, 1920 et 1930. Genève, 1936. — Nous le citons sous le titre abrégé : « Étude ».

leurs, constituant généralement la forte majorité des étrangers dans la plupart des pays, le Bureau international du Travail ne pouvait rester indifférent aux problèmes posés par la statistique des étrangers.

Les étrangers, ainsi que les nationaux de chaque État résidant à l'étranger, n'ont pas fait l'objet jusqu'à présent de l'attention qu'on aurait pu désirer des statisticiens. Les congrès statistiques internationaux et les sessions de l'Institut international de statistique n'ont fait qu'effleurer le sujet. Depuis le Congrès de Saint-Petersbourg, en 1872, seuls quelques brefs rapports ont été présentés lors des réunions de ce dernier. En fait, il n'existait pas avant notre étude, de collection complète des chiffres concernant les étrangers relevés dans le monde lors des seuls recensements généraux; encore moins a-t-on publié une étude critique des méthodes statistiques appliquées dans les divers pays pour le dénombrement des étrangers.

La Conférence des statisticiens des migrations a adopté à Genève, en 1932, une résolution concernant le perfectionnement et la coordination internationale des statistiques de migrations. L'application de ces résolutions est maintenant confiée à un comité technique de l'Institut. Cependant, on est d'accord pour estimer que les progrès des statistiques des migrations ne suffiront pas à assurer les informations nécessaires pour l'étude des effets *durables*, démographiques et autres des grands échanges de population. Par ailleurs, nous savions que la masse des étrangers, au sens juridique du mot, comporte des éléments qui n'étaient jamais de migrants; par exemple, les étrangers nés de parents étrangers dans les pays régis par le *jus sanguinis*; de même, une grande partie des optants, des apatrides et des naturalisés par d'autres pays que leur pays d'origine. D'autre part, il y a des masses migratoires — par exemple les populations échangées en vertu d'un acte juridique — qui se déplacent vers un autre pays sans devenir un moment des étrangers; bornons-nous à citer l'échange des populations turques et grecques entre 1923 et 1933.

De même que la notion du migrant et des étrangers ne coïncide pas, les méthodes de la statistique des étrangers et des migrants se complètent mais ne se trouvent pas encore toujours réunies. Il y a eu de longues époques, même au cours des migrations modernes, pour lesquelles il n'existe pas de véritables recensements, soit pour les migrants temporaires, soit pour les personnes établies dans des pays étrangers d'une façon durable. On se trouve donc à leur sujet dans le domaine des estimations assez vagues. Des statistiques suivies des migrations ne datent d'ailleurs que de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et du début du XIX<sup>e</sup>. Seulement, lorsque l'importance des étrangers prit de grandes proportions, on trouva nécessaire de classer dans les recensements décennaux la population d'après le pays de naissance ou la nationalité. Ce fut le cas la première fois en Irlande, en 1841, en France, en Écosse et aux États-Unis en 1850. Cette statistique a été développée de plus en plus généralement sur la base de la notion de la nationalité juridique, mais on ne s'est jamais préoccupé, jusqu'à une date très récente, de la *comparabilité internationale* de ces données. On était donc souvent obligé d'utiliser des données disponibles pour calculer soit le nombre des migrants, soit celui des étrangers, au moyen des éléments démographiques connus. Par exemple, lorsqu'on ne connaît qu'un recensement général, on peut très bien évaluer à l'aide du bilan des migrations des étrangers

et du nombre des naturalisés, le nombre des étrangers présents dans un pays lors d'un deuxième recensement; et, d'autre part, lorsqu'on connaît le nombre de la population étrangère relevée lors de deux recensements, on peut évaluer l'excédent des migrations des étrangers en se servant de l'excédent de l'accroissement naturel de la population étrangère.

## II

### L'OBJECTIF ET DIFFICULTÉS MÉTHODOLOGIQUES DE L'ÉTUDE.

Une étude *internationale* approfondie des derniers recensements établis vers 1930 et concernant le nombre et la répartition des étrangers, était particulièrement indiquée parce que des avis très contradictoires ont été émis en ce qui concerne leur importance actuelle et future. Le Bureau international du Travail a donc décidé, en 1932, de réunir et d'examiner, d'un point de vue critique, les données selon la nationalité politique. Le volume vient de paraître. Il aurait été désirable, dans l'intérêt d'une juste appréciation des problèmes des étrangers, de publier également des tableaux internationaux concernant le pays de naissance, le sexe, l'âge, et notamment la profession et la situation sociale des étrangers, mais il aurait fallu, pour cela, attendre les résultats détaillés d'un grand nombre de recensements qui n'ont pas encore été publiés et, par conséquent, retarder encore la présente publication.

Nous avons donc choisi la période la plus favorable pour faire cette première enquête internationale sur les étrangers, en tenant compte des considérations suivantes :

1<sup>o</sup> Le but du Bureau a été de prendre comme base les recensements opérés, vers 1930, dans tous les territoires statistiques du monde. Or, les chiffres globaux relatifs aux étrangers n'ont pas même été publiés jusqu'à ce jour par tous les offices statistiques nationaux. Il paraît que la publication de ces données n'aurait jamais lieu parce que les services statistiques de certains pays eux-mêmes n'ont pas en confiance en l'exactitude des données relatives à la nationalité politique (minorités, optants);

2<sup>o</sup> Les années 1932-1935 étaient nécessaires afin de pouvoir établir pour les statistiques de 1930 des comparaisons avec les chiffres correspondants des recensements opérés vers 1910 et 1920 dans un des 163 territoires considérés (1).

3<sup>o</sup> L'année 1930 est non seulement la dernière pour laquelle il ait été possible d'obtenir des données internationales relativement comparables, mais aussi la plus intéressante, parce qu'à ce moment l'évolution des étrangers dans le

---

(1) L'Office international permanent de Statistique, dans son premier « Annuaire », s'est contenté de publier, pour un certain nombre de pays et territoires, des données relevées vers 1910 concernant le nombre des étrangers selon la nationalité (environ 40, dont 25 en Europe) et, dans un certain nombre de cas (13) d'après leur pays de naissance. Ces informations nationales ont été complétées plus tard dans les Aperçus de la démographie des divers pays du monde » (1922, 1925, 1927, 1931) par les résultats des recensements vers les années 1920 et 1930 par les données d'un petit nombre de nouveaux États. D'autre part, ces annuaires n'ont pas publié des tableaux concernant les nationaux à l'étranger.

Le *Statesmen's Yearbook* et *Hübner's Statistische Tabellen* comportent, pour un plus grand nombre de territoires, des données concernant le nombre global des étrangers que les publications de l'Institut, mais la distinction par nationalité, pays et races est encore moins exacte.

monde à atteint son maximum dans l'histoire, pour subir ensuite une chute vertigineuse, inouïe, à la suite du chômage, des législations restrictives et de la naturalisation précipitée;

4<sup>o</sup> Enfin, le but essentiel de l'enquête du B. I. T. n'a pas été tellement de réunir une documentation *ad hoc*, mais de déblayer une fois pour toutes le terrain afin de pouvoir y construire plus tard l'édifice d'une *véritable statistique internationale* des étrangers.

Or, vers 1930, à l'exception de l'Europe, souvent ce n'était pas encore la *nationalité juridique* qui servait de critère pour la définition des étrangers, notion qui demeure pour nous le critère suprême de la statistique des étrangers. Dans beaucoup de pays hors d'Europe, la définition de l'étranger est fondée encore exclusivement sur le pays de naissance, la nationalité ethnique ou la race anthropologique et autre critère.

Pour donner un exemple des énormes différences numériques auxquelles ces divergences mènent, il suffit de dire qu'aux États-Unis le nombre des étrangers vers 1930 était : selon l'origine, c'est-à-dire la descendance de race blanche (*foreign born white stock*) (1), de 38,7 millions; selon le pays de naissance (*foreign born*), de 14,2 millions, et selon la nationalité juridique de 6,3 millions seulement. D'après l'Office central de Statistique de Hongrie, il y avait 3.380.000 personnes d'origine ethnique hongroise dans les parties détachées de la Hongrie, 776.000 dans les autres parties du monde (entre autres 40.000 en France); mais, selon la nationalité juridique, il n'y avait plus que 81.000 Hongrois à l'étranger (2).

D'autre part, en France, il y avait 1,7 million d'étrangers « présents », et 1,9 million d'étrangers « domiciliés ».

Dans quelle mesure l'enquête du Bureau international du Travail a-t-elle surmonté les difficultés méthodologiques? 1<sup>o</sup> l'enquête est aussi complète que possible, réunissant les données de tous les territoires statistiques du monde qui, au point de vue des étrangers, présentent un intérêt, si minime soit-il; 2<sup>o</sup> les définitions qui servent de base aux recensements nationaux ont été examinées à fond dans les notes explicatives; 3<sup>o</sup> au cours de la correspondance, certains services statistiques se sont montrés disposés à faire exprès des évaluations du nombre des étrangers conformément à la notion de la nationalité juridique.

Voici quelques exemples seulement pour montrer les progrès atteints, tirés de l'« Annuaire international de Statistique » de l'Office permanent de Statistique (La Haye, 1916) (3). Parmi les diverses parties des Îles Britanniques, il existait déjà, en Écosse et en Angleterre, depuis 1851 et 1861 respectivement, des statistiques selon la nationalité, ce qui a produit des différences par rapport aux chiffres cités dans l'Annuaire selon le pays de naissance, allant jusqu'à 100.000 étrangers. La confusion entre la nationalité ethnique et la nationalité juridique y a encore provoqué des divergences beaucoup plus importantes.

---

(1) *Foreign white and native white of foreigner mixed parentage.*

(2) Ce total toutefois ne comporte pas des données pour certain pays (Roumanie, Pologne, Argentine, Brésil, Suède, etc...).

(3) Chapitre : « Nombre des étrangers d'après les plus importants dénombrements. Population de fait, par nationalité », p. 139.

Par exemple, d'après le recensement de l'Empire russe, en 1897, la Russie, sans la Finlande, mais y compris la Pologne, ne comportait pas plus de 605.000 étrangers (dont, par exemple, 168.100 Allemands) (Tableau XXII : Répartition des sujets d'après leur pays). Par contre, d'après un autre tableau, qui est cité dans l'Annuaire, mais se rapportant à la nationalité ethnique (d'après la langue maternelle), il y avait eu, comme seuls Allemands, 1.629.000 personnes, 172.000 Bulgares, etc... De même, d'après un recensement peu réussi, effectué en U. R. S. S. en 1920, il y avait évidemment, d'après la nationalité ethnique, 54 millions de Russes, 15 millions d'Ukrainiens, etc...; malgré cela, ces statistiques ont été placées dans l'« Aperçu démographique » (La Haye, 1925, p. 185 et suiv.), sous la rubrique : « Nationalité juridique ». Même confusion pour la Pologne : il y a eu un recensement en 1921 et l'on y a enregistré, évidemment d'après la nationalité ethnique, 8.836.000 personnes non Polonaises, parmi lesquelles : 4.933.000 Russes, 1.049.000 Allemands, 2.104.000 Israélites, etc... et néanmoins elles figurent aussi dans l'« Aperçu » sous l'entête « Nationalité ». De même, lors du recensement de 1913, en Roumanie, on a, dans un tableau établi selon la nationalité (politique), inclus les Israélites (223.000) comme « étrangers sans protection » ; — contrairement à la clause du traité de Berlin (1876); — en outre, on a compté 20.000 Roumains provenant de l'Autriche-Hongrie, de la Turquie et de la Russie (1), non comme « étrangers », mais comme étant « nationaux sans protection ».

### III

#### DONNÉES PRINCIPALES DE L'ÉTUDE

L'on ne peut assez souligner la valeur approximative des totaux des étrangers figurants dans l'Étude, en raison de l'état imparfait et du caractère hétérogène des statistiques nationales, notamment en ce qui concerne les définitions. Il s'agit, et encore dans la mesure du possible seulement, d'une première confrontation, dans cinq tableaux (Afrique, Amérique, Asie, Europe et Océanie), des données existantes concernant, en principe, les personnes fixées à demeure ou se trouvant de passage, le jour du recensement, dans un pays autre que celui dont elles relèvent politiquement. En outre, les résultats souffrent de l'absence de recensements ou de données relatives aux étrangers pour une série de pays ou certaines années seulement, dans tous les continents. Mais, à l'exception du Brésil, de Ceylan, de la Pologne, de la Roumanie et de la Suède, les territoires statistiques qui ne figurent pas dans nos totaux sont insignifiants.

Les résultats de l'enquête se rapportent : 1° aux étrangers dans le monde et à leur répartition par continents et pays d'origine (tableaux I-V); 2° au nombre des grandes races et des ressortissants de chaque État à l'étranger, ainsi qu'à leur répartition par territoires politiques. Ces derniers résultats ont été obtenus d'une façon indirecte, en additionnant les colonnes verticales concer-

---

(1) *Bulletin statistique de la Roumanie*, 1921. Série IV, vol. XVI, nos 6-7, p. 67.

nant 35 nationalités juridiques et présentées en trois tableaux systématiques (tableaux V-VII).

I. — Le nombre des étrangers recensés vers 1930 dans tous les pays et territoires était d'environ 29 millions, c'est-à-dire 1,6 % de la population du globe, qui est de 2 milliards.

Un bon tiers des étrangers recensés dans le monde l'avait été en Amérique. Un petit tiers en Asie. Un cinquième en Europe. Un dixième en Afrique et 2 % en Océanie.

Les États-Unis viennent en tête de tous les pays avec plus d'un cinquième du total des étrangers (6,3 millions), mais le nombre des étrangers dans ce pays se trouvait déjà en baisse en 1930. Nous trouvons aux deuxième et troisième rangs l'Argentine (2,8 millions) et la France (2,7 millions) (1), suivies par la Malaisie britannique (1,87 millions), le Brésil (environ 1,7 million) (2) et le Siam (1 million). L'Allemagne se place, avec 757.000 étrangers recensés en 1934, au neuvième rang des territoires considérés. Le pourcentage de diminution de 1925 à 1934 (21 %) correspond à peu près à l'accroissement des étrangers en France entre 1926 et 1931.

Parmi les Européens, seule la Hollande a accusé, de 1910 à 1930, une augmentation plus forte que la France du nombre des étrangers recensés; le pays où la diminution a été la plus importante a été la Suisse.

Parmi les pays extra-européens comparables, ceux en baisse par rapport à 1910 sont : les États-Unis, le Chili et l'Égypte, tandis que les autres sont en hausse.

Fait heureux : c'est la première fois que le Bureau international du Travail a également réussi à faire rassembler les statistiques des étrangers en Chine vers 1930. Le total des étrangers y était, à l'exception de quelques territoires de moindre importance, de 1.015.000 (3). D'après nos données, incomplètes, les principales nationalités étaient représentées en Chine de la façon suivante : Asiatiques (pour la presque totalité Japonais et Coréens), 746.000; Russes, 71.000; Britanniques, 15.000; Américains des États-Unis, 6.000; Français, 3.000, etc.....

Pour se faire une idée nette de l'importance du problème des étrangers dans un pays, il faut établir le *taux des étrangers*, c'est-à-dire le nombre de ceux-ci pour 1.000 habitants. Le taux moyen, pour l'Europe (non compris l'U. R. S. S.) (population : 379 millions; 6.639.000 étrangers), était de 15; mais il atteignait 186 au Luxembourg, 87 en Suisse, 66 en France; tandis qu'en Allemagne, il n'était que de 12, aux Iles Britanniques de 4 et en Italie de 3. La France, qui

---

(1) Population présente; la population légale ou de résidence habituelle était de 2.890.923, 190.923 étant seulement de passage en France.

En 1936 (8 mars), la population étrangère « légale » recensée en France n'était plus que de 2.453.507, soit une diminution de 437.416 par rapport à 1931.

(2) Immigration 1920-1930, environ . . . . .	500.000
Émigration 1920-1930, environ . . . . .	— 250.000
Mortalité et naturalisation des étrangers, moins l'excédent de l'immigration continentale des étrangers . . . . .	— 50.000
Total de l'augmentation du nombre des étrangers depuis 1920.	200.000

(3) Alors que HÜBNER (*loc. cit.*) a fait état, pour 1928 (1929), de 302.153 seulement (dont Japonais 201.721).



comptait, en 1851, 11, et en 1910, 29 étrangers pour 1.000 habitants, en comptait 66 en 1931.

II. — En ce qui concerne le deuxième groupe des résultats relatifs aux nationaux à l'étranger, nous signalons d'abord qu'il n'a pas été possible de répartir 3,89 millions de personnes — dont 2,8 millions pour l'Argentine — qui figurent sous « Autres ou non spécifiées », par nationalités. En outre, le nombre des Asiatiques n'a été relevé en presque totalité que par races et non par nationalités, s'élevant — avec le total des étrangers indigènes — à environ 5 millions en 1910 et à environ 9 millions et demi en 1930. Le nombre des Européens était, en 1930, de 22,4 millions, celui des Américains de 2,8 millions et celui des Africains d'un demi-million environ.

Parmi toutes les nations considérées vers 1930, les Britanniques recensés à l'étranger sont en tête, accusant 4,1 millions; ils sont suivis par les Allemands (2,25 millions); tandis que le nombre des Britanniques est en baisse, les Américains des États-Unis ont vu, de 1910 à 1930, augmenter le nombre de leurs ressortissants à l'étranger (de 400.000 à 467.000), à la suite du mouvement combiné de capitaux et d'hommes que j'appelle *co-migrations*.

Au point de vue de la répartition des nationaux des divers États à l'étranger, il est à relever qu'à l'exception des Européens, les nationaux recensés à l'étranger se répartissent principalement entre les pays de leur propre continent. Même la tendance intercontinentale des Européens recensés à l'étranger a un peu diminué. Les Britanniques qui se trouvaient dans des pays étrangers, en Europe, ne représentaient que 2 % en 1910 et 3 % en 1930 de leur total mondial, dont la moitié en France, les autres en Italie, Suisse, Grèce, etc..., et revêtent ainsi le caractère de résidents de luxe à l'étranger. De même, nous trouvons, en 1930, également, 40 % de Hollandais dans leurs propres colonies d'Asie (Indes néerlandaises). Par contre, les Allemands, dont, en 1910, 22,9 % des recensés à l'étranger se trouvaient en Europe, s'y trouvaient en 1930 dans la proportion de 24,5 %. Toutefois, aux États-Unis, parmi les nationalités européennes, seuls les Allemands, les Espagnols, les Portugais et les Turcs ont pu, bien modestement, accroître encore leur nombre de 1920 à 1930; les autres nationaux y ont diminué.

A peu d'exceptions près, la France est, aussi bien en 1910 qu'en 1930, le pays d'Europe où la plupart des nationalités européennes comptent le plus grand nombre de leurs ressortissants recensés à l'étranger. C'est ainsi qu'en 1930, la France avait attiré dans la plus large mesure les Espagnols (94 % des recensés Espagnols dans les pays étrangers d'Europe), les Belges (88 %), les Italiens (72 %), les Suisses (50 %), les Britanniques (49 %).

Les Français ont vu, de 1910 (P (1) : 1.248.172) à 1930 (P : 1.717.876), augmenter d'un demi-million le nombre de leurs ressortissants à l'étranger. Cependant, la proportion des Français recensés dans les pays étrangers d'Europe est peu considérable : (11,2 % en 1930 et 17,5 % en 1910) (2). Les

---

(1) Par pays de naissance (tableau XII).

(2) En Europe, une partie de moins en moins considérable des Français s'est trouvée en Allemagne : en 1930 3,1 % (1910 : 7,6 %), ainsi qu'en Suisse : 19,4 % (1910 : 25,6 %); tandis que l'importance de la Belgique a encore augmenté (1930 : 36,6 %; 1910 : 32,0 %); viennent ensuite les Îles britanniques (7,9 et 12,1 %) et l'U. R. S. S. (0,4 % et 3,7 %), etc...

chiffres correspondants en Amérique tombaient également d'un tiers en 1910 à un dixième en 1930. Par contre, la proportion des Français recensés en Afrique s'est élevée de la moitié (49,9 %) à près des trois quarts du total des Français à l'étranger (73,6 %).

L'accroissement des Français dans leurs propres colonies n'a pas encore atteint les proportions désirables, mais cela tient en grande partie au climat de l'Afrique tropicale et même de l'Afrique du Nord. Comme la richesse a augmenté et le régime a été propice, le nombre des métropolitains dans les colonies a augmenté. D'ailleurs, si nous faisons abstraction des dominions britanniques qui se trouvent dans la zone tempérée, c'est la France qui, de toutes les Puissances colonisatrices, possède le plus grand nombre de métropolitains dans ses colonies. Il suffit de rappeler que, lors de la conquête de l'Algérie, il ne s'y trouvait que quelques centaines de Français, dont le nombre a atteint en 1910, 711.000 et en 1930, 916.000. En Tunisie, il y avait en 1930, 91.000 Français en face de 91.000 Italiens, tandis qu'en 1910 il y avait seulement 46.000 Français contre 88.000 Italiens. Au Maroc, nous sommes en présence d'une augmentation des Français : 41.000 en 1920, 128.000 en 1931; à Madagascar, 7.600 en 1912, 23.000 en 1930; en Indochine, 16.000 en 1920, 35.000 en 1930 ; et ainsi de suite.

Les résultats auxquels le Bureau international du Travail est parvenu en 1930 en dépouillant le recensement des pays de résidence (total des ressortissants français du tableau VI : 1.622.000) diffèrent quelque peu du résultat fourni par l'enquête de la Statistique générale de la France, effectuée avec le concours des agents diplomatiques et consulaires, en 1931, sur le nombre de ses ressortissants à l'étranger (1.675.000). Les divergences s'expliquent de la façon suivante : les territoires considérés et la méthode d'après laquelle les chiffres ont été obtenus lors de notre Étude, ne coïncident pas toujours avec ceux de l'Enquête française et l'Enquête porte, dans un plus grand nombre de cas, sur des personnes nées en France et recensées à l'étranger. D'autre part, dans notre Étude, manquent notamment l'Argentine, le Brésil, Cuba, la Pologne et la Roumanie. D'un examen comparatif et critique des deux enquêtes, il résulte un total de plus d'un million et demi (1.526.000) de Français, selon la nationalité, à l'étranger. (Voir *Annexe*.)

#### IV

##### LA RÉFORME INTERNATIONALE DE LA STATISTIQUE DES ÉTRANGERS

1<sup>o</sup> L'enquête nous a permis de faire certaines estimations concernant le nombre réel des étrangers et des nationaux à l'étranger, dans le monde en 1910 et 1930, sur une base uniforme, c'est-à-dire exclusivement sur la nationalité politique. En effet, d'après l'Étude même, le nombre des étrangers était de 33 millions vers 1910, chiffre qui est descendu en 1930 à 28,9 millions, tandis que — d'après notre estimation personnelle (communication adressée au Congrès international de la population, Paris 1937) — le chiffre réel des étrangers selon la nationalité était, en 1910, seulement de 25,9 millions et il s'élevait, vers 1930, à 33 millions.

Il nous sera aussi possible de donner des chiffres estimatifs plus rapprochés de l'époque actuelle (1935 et 1936).

2<sup>o</sup> L'enquête a créé une première base pour des tentatives futures officielles d'améliorer et de coordonner internationalement les recensements périodiques des étrangers et de les compléter par diverses autres méthodes.

En ce qui concerne la définition des étrangers, il convient de souligner l'importance des enseignements qui se dégagent déjà des deux premiers chapitres de l'Étude (p. 1-17) traitant de son objet et des difficultés que nous avons rencontrées au cours de notre examen critique des divers termes et notions (en détail relevés dans les Notes explicatives). L'Étude constitue en elle-même une invitation pressante à l'adresse des autorités nationales chargées des opérations de recensement en vue de faire coïncider déjà vers 1940 dans le temps et de coordonner autant que possible les principes relatifs à l'identification des étrangers, à leur dénombrement et classement.

Comme nous avons une fois pour toutes réuni les sources statistiques concernant les étrangers et clarifié les diverses bases des recensements, il ne s'agirait plus désormais que d'un travail de routine statistique, afin de dresser aussi des tableaux internationaux concernant diverses informations caractérisant la personnalité des étrangers (profession, sexe, âge, situation sociale, etc...).

3<sup>o</sup> Ensuite, on pourrait procéder à une réforme fondamentale des statistiques au moyen d'une étude systématique et complète relative à la notion des étrangers et à la valeur des méthodes de relevé des étrangers autres que les recensements, étude du même genre que celle que nous avons préparée pour la Conférence des statisticiens des migrations de 1932 (1).

4<sup>o</sup> Nous pouvons dès maintenant affirmer que dans l'intérêt d'une connaissance plus intime des étrangers, il serait notamment utile de relever, à l'avenir, les renseignements suivants : 1<sup>o</sup> race anthropologique concernant les cinq grandes races; 2<sup>o</sup> nationalité juridique; 3<sup>o</sup> pays de naissance (métropole, « colonies », pays étrangers, « colonies » étrangères); 4<sup>o</sup> durée de séjour dans les pays étrangers ou « colonies ».

Au Canada, par exemple, la loi de 1926 distingue déjà les nationaux « canadiens » des « Britanniques » par le fait suivant : c'est qu'ils sont fixés depuis cinq ans au moins dans le pays. Nous avons obtenu des informations d'après le même critère par l'obligeance des offices de statistiques des autres dominions britanniques. Cela mériterait loin de parler de toutes les subdivisions désirables en ce qui concerne les critères ci-dessus énumérés.

Il y aurait lieu de prendre comme point de départ la *méthode* combinée des statistiques des migrants, à fiches détachables, qui était déjà adoptée, en 1931, dans sept pays et qui devrait être complétée par un contrôle suivi des étrangers nouvellement arrivés. Les listes d'enregistrement des étrangers (cartes d'identité) devraient distinguer les personnes de passage des personnes venant s'établir ou de travailler. Celles-ci peuvent être alors suivies d'une façon constante par l'annonce obligatoire des changements de domicile (par les propriétaires) ou d'emploi (par les patrons). Aux endroits où existent des registres commu-

---

(1) *Les statistiques de migrations. Définitions, méthodes et classifications.* Genève, Bureau international du Travail. Études et documents, série N, n<sup>o</sup> 3.

naux, le contrôle des étrangers par la police peut être combiné avec l'enregistrement général de la population, qui comporte tous les éléments de l'état civil de chaque habitant. Si l'on complète encore ce système par des cartes remises aux frontaliers et des autorisations spéciales pour les réfugiés dès leur entrée dans un pays, on peut suivre ces éléments mobiles de population jusqu'au moment où les uns quittent le pays et les autres se feront naturaliser ou devront être définitivement considérés comme apatrides.

Un point important de la réforme internationale des statistiques des étrangers consiste en une collaboration plus poussée entre les offices nationaux de statistique en pouvoir *publiant* aussitôt que possible les résultats des recensements relatifs aux étrangers par nationalité ou, *échangeant* les listes qui se rapportent à leurs ressortissants respectifs, ou mieux encore, communiquer ces listes d'après l'exemple des statistiques de migrations (recommandation de 1922), au B. I. T.

Après une telle préparation, il y aurait lieu, afin de rendre uniforme la statistique des étrangers, de procéder, au cours d'une conférence de statisticiens spécialistes, à la rédaction de projets de résolutions internationaux en ce qui concerne la définition, les méthodes et les formes de présentation des statistiques nationales des étrangers.

#### IV

##### L'UTILITÉ D'UNE STATISTIQUE INTERNATIONALE AMÉLIORÉE

Une statistique complète, précise et internationalement comparable peut faciliter considérablement la solution des problèmes juridiques, sociaux, économiques et autres, des étrangers et contribuer, ainsi, à la coopération internationale dans le domaine démographique et à l'organisation de la paix.

1<sup>o</sup> Notre enquête a montré, d'une part, la nécessité de la reprise des essais de réglementation internationale de la nationalité, qui n'ont pas abouti à la Conférence préparatoire de La Haye, en 1930, et, d'autre part, l'utilité de toute amélioration des statistiques, même pour la solution de ces problèmes juridiques.

2<sup>o</sup> Non moins grande serait l'utilité d'une bonne statistique pour le sort économique et social des étrangers. Les migrations ont revêtu, avant la guerre, un caractère individuel et spontané. Après la guerre, elles ont été, d'une part, encouragées et organisées par certains États, tandis que d'autres pays puissants y ont apporté des restrictions radicales allant presque jusqu'à l'interdiction. Une lutte sourde, mais acharnée, s'est poursuivie, notamment depuis 1930 entre toutes les nations dans le domaine du marché de l'emploi. Cela a provoqué d'autant plus de dommages réciproques qu'elle a été menée d'une façon aveugle et anarchique, sans ménagements sociaux, faute d'informations adéquates. Comme nulle part il n'est question de renoncer à un système de réglementation, tant les pays d'immigration que ceux d'émigration ont un intérêt commun à contrôler d'après les mêmes principes le passage, le séjour et l'établissement de leurs ressortissants à l'étranger. Les conventions bilatérales et internationales concernant les migrations collectives de travailleurs,

ainsi que les accords internationaux, touchant l'égalité de traitement en ce qui concerne, par exemple, les conditions de travail, les assurances sociales et l'assistance aux chômeurs étrangers pourront être développées davantage, en pleine connaissance du nombre changeant des étrangers actifs ainsi que des nationaux travaillant à l'étranger, avec toutes les caractéristiques relatives aux migrants et considérant les charges sociales que les États encourent. L'utilité de la bonne statistique est indépendante du fait de savoir si le principe de la réciprocité générale ou l'égalité de traitement pure et simple ou la clause de la nation la plus favorisée est adopté par les États. Mais il faut savoir quel principe on choisit et pour quelles raisons. Le nombre des étrangers à admettre ou tolérer ne dépend pas seulement du besoin économique et professionnel d'un pays, mais également du nombre de ses nationaux occupés à l'étranger qu'il veut protéger contre des mesures de discrimination ou refoulement, ainsi que du nombre des nationaux qu'on y voudrait placer.

3° Par ailleurs, seule une statistique internationale perfectionnée des étrangers montrera, pour le passé, le succès ou l'insuccès de certains courants migratoires, notamment colonisateurs, et permettra — complétée par des enquêtes spéciales — d'en tirer des conclusions quant à la cause de ces résultats variables dans le passé et quant aux perspectives d'avenir.

Par contre, des pays surpeuplés ne peuvent à présent se dispenser de consulter les statistiques encore disparates relatives à l'évolution du nombre de leurs propres nationaux, ainsi que des autres étrangers « non possédants », établis dans les mêmes territoires d'immigration.

Aussi, dans la discussion engagée au sujet de la redistribution des colonies, paraît-il indispensable de consulter les données disponibles pour la première fois dans notre Étude pour 1910-1930 en ce qui concerne le nombre des ressortissants des puissances colonisatrices dans leurs propres colonies, ainsi qu'à l'étranger, enfin, l'importance des étrangers (notamment des Blancs par nationalités) dans ces régions.

Pour certaines nations « possédant » et « non possédant », on peut constater que les colonies tropicales et semi-tropicales ont à peine servi d'exécutoire à la surpopulation de la métropole, si l'on tient compte de l'émigration vers d'autres régions du monde. Les facteurs décisifs de l'émigration étaient toujours, en effet, d'ordre économique, climatérique et traditionnel.

4° Enfin, les statistiques améliorées pourraient offrir des bases plus sûres à la politique démographique nationale et internationale. L'accroissement massif des étrangers influe encore souvent d'une façon décisive sur le taux d'accroissement général de la population mais il touche, d'autre part, à l'homogénéité et à la sécurité nationales. Dans certains pays, l'influence des étrangers sur l'accroissement de la population a beaucoup ralenti. Il faut doser le nombre des étrangers au degré où le pays atteint l'état de saturation. Aussi faut-il tenir compte des différentes qualités de la population allogène au point de vue de la prolificité, de la répartition par sexes, professionnelle et situation sociale.

D'une façon générale, pour répondre à ses besoins, chaque pays peut se faire valoir en même temps comme pays d'émigration et comme pays d'immigration, en tenant compte des indices démographiques. Or, les bilans des mouvements migratoires, et même la différence entre les chiffres absolus des étrangers

dans un pays et ceux des nationaux de ce pays à l'étranger, ne peuvent constituer des critères démographiques satisfaisants. Il faut établir, dans ce but, la différence entre deux taux : celui des étrangers dans le pays même (par 1.000 habitants) et celui des nationaux à l'étranger (également par 1.000 habitants du pays d'origine). D'après ce *bilan de paiements démographiques*, nous pouvons distinguer, au point de vue de l'échange intégral de populations : 1<sup>o</sup> les pays de bilan positif; 2<sup>e</sup> les pays de bilan négatif; et 3<sup>o</sup> les pays de bilan à peu près équilibré.

Voici, pour quelques pays européens, le bilan des paiements démographiques vers 1930 (dans l'ordre descendant des valeurs) :

PAYS	I TAUX des étrangers par 1.000 habitants	II TAUX des nationaux à l'étranger par 1.000 habitants	III BILAN des paiements démographiques par 1.000 habitants
Luxembourg . . . . .	186	145	+ 41
Suisse . . . . .	87	63,1	+ 23,9
France . . . . .	66	38,8	+ 27,2
Allemagne . . . . .	12	16,9	— 4,9
Autriche . . . . .	43	54,2	— 11,2
Belgique . . . . .	39	51,8	— 12,8
Hongrie . . . . .	9	30,1	— 21,1
Pays-Bas . . . . .	22	55,6	— 23,6
Portugal . . . . .	5	31,1	— 26,1
Norvège . . . . .	17	47,5	— 30,5
Iles Britanniques . . . . .	4	35,1	— 31,1
Grèce . . . . .	12	47,4	— 35,4
Tchécoslovaquie . . . . .	6	43,4	— 37,4
Italie . . . . .	3	55	— 52

Les pays qui accusent le taux d'étrangers le plus élevé sont également, en Europe, les pays qui accusent un taux de nationaux à l'étranger fort et assez proche du premier taux. En fait, ce sont les pays qui possèdent une densité démographique élevée, les frontières continentales les plus longues et, jusqu'en 1930, le système le plus libéral (Luxembourg, Suisse, France, Autriche, Belgique, Pays-Bas). Tandis que au Pays-Bas, en Autriche et en Belgique, le taux des nationaux à l'étranger est plus élevé, en France, au Luxembourg et en Suisse, c'est le taux des étrangers présents dans le pays qui prédomine. Dans l'économie libérale, on peut souvent constater qu'il y a compensation automatique entre le départ d'un certain excédent de certaines catégories professionnelles et l'immigration d'éléments étrangers appartenant à d'autres professions pour lesquelles il y a des lacunes dans le pays. Or le bilan est à présent la conséquence des tendances politiques, généralement vers une autarchie démographique et militaire, et seules des études détaillées peuvent éclairer les causes et les effets complexes, économiques, sociaux, politiques et moraux des tendances du taux des étrangers, ainsi que du taux des nationaux à l'étranger.

La France, selon son bilan de paiements démographiques, était vers 1930 l'un des pays les plus actifs du monde. La forte contre-migration (au moins 166.000) et la naturalisation (environ 277.000) accélérées, survenues depuis 1931 ont diminué le nombre des étrangers, à la lumière du recensement de 1936, de 437.000. Par contre, le bilan défectueux des entrées et sorties relevé et publié par le Ministère du Travail, le nombre des travailleurs étrangers aurait été diminué derechef d'au moins 500.000 (sans tenir compte des mem-

bres de famille). On ne peut pas dire que ces brusques changements du bilan étaient la suite d'une politique réfléchie. Il s'agit plutôt d'une politique de panique, créant déjà à présent une situation équivoque : d'une part, grande demande d'ouvriers qualifiés de la part des patrons (y compris des agriculteurs et des mineurs), d'autre part, plaintes à cause des chômeurs étrangers superflus sans qualifications.

Les Français s'expatrient peu nombreux à l'étranger, mais ils vont en fait de plus en plus dans les colonies françaises. Les Français établis hors de la France ne se voient exposés ni au rapatriement involontaire ni à la dénaturalisation dans la même mesure que les autres nationaux travaillant à l'étranger. Les Français naturalisés à l'étranger demeurent de bons agents de la production nationale dans le monde. Certes, cette situation démographique, en tous points heureuse, est difficile à maintenir sans suivre une politique réfléchie, conformément aux indications d'une statistique améliorée. Une telle politique demande en tous cas qu'on suive de près les changements constants des divers éléments du bilan démographique du pays. Le peuplement de la France exige catégoriquement son rajeunissement sensible et continu à l'aide d'une politique réfléchie d'immigration massive et permanente des étrangers propres à être naturalisés et assimilés. La France peut, en outre, assurer d'une façon prévoyante en se basant sur un niveau de vie plus élevé, les besoins variables du marché de l'emploi, tout en tenant compte de la législation (40 heures, congés payés), la rationalisation technique progressive et la dénatalité dans le pays et dans les autres pays. Une politique démographique intégrale vraiment réfléchie devrait s'orienter d'après les intérêts vitaux du pays au lieu de profiter d'une période de chômage transitoire pour faire des économies au détriment des justes revendications des travailleurs étrangers (domicile permanent, égalité de traitement sans réciprocité, naturalisation après un certain temps, etc...) (1).

Si on veut écarter les étrangers, il est loisible de faire des efforts pour révoquer dans la mesure du possible les nationaux de l'étranger.

Pour certaines nations, une telle politique de rapatriement paraît d'autant plus motivée que la naturalisation et l'assimilation menacent les nationaux, à notre époque, dans une mesure beaucoup plus grande qu'autrefois. En effet, une politique semblable est suivie, depuis la guerre, par la Turquie, qui a rappelé et établi non seulement les 650.000 Turcs ayant fait l'objet d'un premier échange massif avec la Grèce, mais encore d'autres dix milliers de sujets Turcs (par la race), en vertu d'accords spéciaux passés avec les divers pays des Balkans (notamment la Roumanie) et de l'Asie Mineure. Il y a encore à l'étranger un total de 2 millions de Turcs à rapatrier.

La même politique de peuplement autochtone a été inaugurée par la nouvelle loi sur la population adoptée en 1936 par le Mexique, politique qui s'efforce de rappeler les Mexicains de l'étranger et de diminuer le nombre des étrangers établis dans le pays.

Les statistiques perfectionnées des étrangers devraient un jour permettre d'organiser les échanges de population non seulement au point de vue quanti-

---

(1) Voir Imre FERENCZI : *Contre-migration et politique d'émigration* (*Revue économique internationale*, décembre 1936, p. 481 et suivantes).

tatif, mais aussi qualitatif. Oh pourra alors, dans l'intérêt international, tenir compte davantage du niveau de vie, des conditions de travail, du voisinage géographique, des valeurs physiques, mentales et morales, des affinités raciales, etc... Les suites heureuses de la coordination et de l'amélioration de la statistique des étrangers constitueraient ainsi une preuve qu'il est parfaitement possible de développer la politique internationale actuellement si fragile pour la rapprocher de l'état d'une technique scientifique accessible et contrôlable par toute intelligence moyenne, dans l'intérêt même de l'humanité.

Imre FERENCZI.

## ANNEXE

### FRANÇAIS A L'ÉTRANGER EN 1930

La publication de la Statistique générale de la France, intitulée : « Enquêtes Annexes du Recensement de 1931 ; Français et institutions françaises à l'étranger en 1930, Paris, 1935 » (1), présente des chiffres contradictoires aux chiffres correspondants qui se trouvent dans les tableaux de l'Étude. Ces contradictions apparaissent dans les deux tableaux de l'Enquête :

- A. — Pays étrangers (non compris colonies, protectorats, pays sous mandat français) (p. 21 à 23); et
- B. — Français dans les colonies, protectorats et pays sous mandat (p. 25).

A. — En ce qui concerne le premier tableau, les contradictions proviennent de diverses causes :

#### I. — *En faveur de l'Étude.*

1<sup>o</sup> Plusieurs indications officielles de nos tableaux concernant les Français à l'étranger ne figurent pas du tout dans le tableau de l'Enquête.

2<sup>o</sup> Nous nous sommes servis des publications des pays respectifs, tandis qu'on a eu recours, en France, aux communications des consuls, moins précises (Chine, Hong-Kong, Palestine, Venezuela), etc....

3<sup>o</sup> L'Enquête s'est servie des « Statesman's Yearbook », tandis que nous disposions des renseignements officiels (Japon, Venezuela).

4<sup>o</sup> Elle s'est servie de la même publication, mais d'autres tableaux moins comparables au point de vue international, par exemple, pour la Grèce, elle aurait pu citer les Français d'après leur nationalité au lieu de le faire par pays de naissance. Pour les Indes Néerlandaises, dans un tableau elle a indiqué seulement les Français nés en France (287) au lieu du tableau indiquant les Français nés dans le monde entier (414). Dans d'autres cas, les chiffres ont été trop arrondis.

5<sup>o</sup> L'Enquête a arbitrairement interprété la statistique originale (Inde britannique, États-Unis, Russie). — Voir les notes explicatives de l'Étude.

(Nous avons examiné ces chiffres contradictoires et nous pouvons maintenir nos indications comme plus précises et internationalement comparables.)

#### II. — *En faveur de l'Enquête.*

- 1<sup>o</sup> D'autre part, des pays et territoires figurent, par suite des renseignements

---

(1) Nous le citons sous le titre abrégé : « Enquête ».



consulaires et estimations, dans l'Enquête qui ne sont pas considérés dans les tableaux du B. I. T.

2° Les communications que nous avons reçues ont été remplacées ultérieurement par des publications imprimées (Portugal) qui ont servi comme sources à l'Enquête.

3° Des sources différentes ont été dépouillées, ou plusieurs méthodes sont employées. Pour la Finlande, nous nous sommes servis en principe aussi pour 1930 des recensements, à titre de comparaison avec 1910 et 1920, tandis que la Statistique générale s'est servie des statistiques policières qui, ces dernières années, ont été publiées dans l'Annuaire statistique de la Finlande.

B. — En ce qui concerne les données relatives aux Français dans les colonies, protectorats et territoires sous mandat français, le but déclaré de l'Enquête était de modifier les indications des « Résultats du recensement, 1931 » (Annexe I, p. 113) et de l'Annuaire statistique de la France (1931, p. 288). Les informations de cette dernière source ne comprennent pas, parmi les Français, les militaires et marins ou, quelquefois, pas même les membres de leur famille; d'autre part, elles comportent non seulement les Français d'origine métropolitaine récente, mais aussi les Créoles et, dans certains cas, les sujets Français de couleur et des protégés. Toutefois, ces deux dernières catégories figurent aussi, dans certains cas, dans l'Enquête (par exemple : Égypte).

Au point de vue international, nous considérons les chiffres qui ne comprennent pas les militaires et marins comme plus justes; d'autre part, nous aurions préféré les estimations de l'Enquête concernant les Français d'origine métropolitaine au lieu des « Français assimilés », au point de vue juridique, indiquées par les sources précédemment parues. Malheureusement, cette publication est arrivée trop tard (le 7 juin 1935) pour que nous puissions en tenir compte partout. Notamment notre tableau et notre texte de l'Afrique (Réunion, comprenant les Créoles) et de l'Océanie, se trouvaient déjà dans un état si avancé qu'il était impossible de changer les chiffres absolus concernant les Français dans plusieurs territoires. Nos notes explicatives toutefois nous ont permis de faire état de ces corrections que la Statistique française s'est vue obligée d'apporter à ses propres informations.

D'une façon générale, nous maintenons donc les données indiquées dans nos tableaux internationaux, conformément aux sources officielles étrangères et françaises citées. Toutefois, nous tenons compte ici des indications de l'Enquête là où nous venons de reconnaître qu'elles sont plus précises que nos propres chiffres. Le nouveau total mondial des Français à l'étranger diffère donc également de notre ancien total et de celui de l'Enquête. Voici d'abord nos rectifications détaillées comprises dans les tableaux I et II :

*Tableau I.* — La Statistique générale de la France, dans l'Enquête, apporte elle-même, aux données parues dans ses publications officielles préalables, les rectifications : a) pour les colonies, protectorats et territoires sous mandat français; b) pour certains pays européens.

*Tableau II.* — Comporte des données de l'Enquête concernant les Français recensés à l'étranger qui doivent être ajoutés au total de l'Étude.

I. — *Chiffres de l'Étude à modifier.*

	ETUDE	ENQUÊTE	DIFFÉRENCE ±
<i>a) Colonies françaises.</i>			
<i>Afrique.</i>			
Afrique occidentale française . . . . .	83.220	14.500	— 68.720
Madagascar . . . . .	22.923	5.100	— 17.823
Réunion . . . . .	180.894	5.000	— 175.894
Somalie . . . . .	»	400	+ 400
<i>Amérique.</i>			
Guyane . . . . .	28.360	8.000	— 20.310
<i>Océanie.</i>			
Saint-François . . . . .	22.278	5.300	— 16.978
			— 299.125
Algérie . . . . .	727.406	765.000	+ 37.594
Tunisie . . . . .	91.427	101.000	+ 9.573
Maroc . . . . .	128.177	145.000	+ 16.823
			+ 63.990
Établissement de l'Inde . . . . .	1.631	500	— 1.131
Cameroun . . . . .	»	1.800	+ 1.800
Nouvelle-Calédonie . . . . .	»	14.000	+ 14.000
			14.669
Total Colonies . . . . .			— 220.466
<i>Europe.</i>			
Belgique . . . . .	70.201 (1)	74.168 (2)	+ 3.962
Iles anglo-normandes . . . . .	»	4.138	+ 4.138
Monaco . . . . .	»	9.134	+ 9.134
Portugal . . . . .	1.109 (3)	1.616 (4)	+ 507
Roumanie . . . . .	»	2.300	+ 2.300
Suede (5) . . . . .	»	150	+ 150
TOTAL . . . . .			+ 20.191
			— 200.275

- (1) Registres communaux.  
(2) Recensement parvenu tardivement.  
(3) Lisbonne et Porto seulement.  
(4) Portugal total.  
(5) Tardivement publié.

II. — *L'Étude est à compléter par les données suivantes.*

L'Enquête contient des indications ou des données pour les pays dans lesquels on n'a pas procédé à un recensement en 1930, ou on n'a pas encore publié de données, ou, enfin, on n'a pas spécifié le total par nationalité. L'Enquête a donc eu recours à des renseignements consulaires français ou bien à des estimations quelquefois par trop incertaines :

<i>Afrique.</i>	
Abyssinie . . . . .	500
Afrique italienne . . . . .	100
Libéria . . . . .	20
Maroc espagnol . . . . .	200
Seychelles et dépendances . . . . .	60
Zone internationale de Tanger . . . . .	2.000
Total . . . . .	2.880

*Amérique.*

Alaska . . . . .	100
Terre-Neuve. . . . .	100
Mexique. . . . .	6.000
Antilles britanniques . . . . .	800
Cuba . . . . .	2.300
République dominicaine . . . . .	200
Guatemala . . . . .	250
Haiti . . . . .	2.000
Honduras (indépendant) . . . . .	200
Nicaragua. . . . .	20
Panama (indépendant) . . . . .	750
Salvador . . . . .	250
Argentine. . . . .	80.000
Bésil . . . . .	2.500
Bolivie . . . . .	300
Colombie . . . . .	500
Équateur . . . . .	400
Paraguay . . . . .	1.000
Pérou. . . . .	1.000
Iles Vierges . . . . .	200
Possessions hollandaises. . . . .	50
Guyane britannique et Falkland (île). . . . .	20
<b>Total. . . . .</b>	<b>99.040</b>

*Asie.*

Afghanistan . . . . .	20
Ceylan . . . . .	250
Chypre . . . . .	50
Corée . . . . .	100
Irak . . . . .	100
Iran . . . . .	300
Iles de la Mer Égée (Rhodes et Dodécane). . . . .	130
Philippines et Hawaï . . . . .	300
Siam . . . . .	400
<b>Total. . . . .</b>	<b>1.650</b>

RÉCAPITULATION

Afrique . . . . .	2.880
Amérique . . . . .	99.040
Asie . . . . .	1.650
<b>Total . . . . .</b>	<b>103.570</b>

III. — *Français à l'étranger.*

<i>Chiffre mondial de l'Étude.</i> . . . . .	1.621.569
I. A modifier . . . . .	—200.275
II. A compléter . . . . .	+103.470
<b>Chiffre plus exact . . . . .</b>	<b>1.524.764</b>

Imre FERENCZI.

DISCUSSION

M. le Président remercie M. Ferenczi pour sa conférence si complète et si étudiée, et qui montre toutes les difficultés que l'on éprouve à évaluer le nombre des étrangers résidant dans les différents pays. Ces difficultés, les services de la Statistique générale de la France les ont rencontrées lorsqu'ils ont eu à réunir une documentation sur le même sujet.

M. le Président est d'accord avec le conférencier lorsque celui-ci enregistre,

parmi ses conclusions, une amélioration des méthodes de comptage. Par contre, il fait des réserves en ce qui concerne la variation indiquée pour le nombre des étrangers en France entre les deux recensements de 1931 et 1936. Il a été dit que, pendant la période étudiée, 500.000 travailleurs étrangers ont quitté notre pays. Ce nombre résulte d'évaluations qui reposent sur des bases très fragiles, il est loin d'être certain, car on ne connaît pas encore, pour 1936, le nombre de travailleurs étrangers employés en France. Une seule chose est sûre, c'est que ce nombre a diminué; il a cependant très vraisemblablement moins diminué que ne l'a laissé entendre le conférencier dans son exposé. En effet, le départ de 500.000 travailleurs étrangers correspondrait, en gros, à une diminution d'au moins 800.000 étrangers, professionnels ou non. Or, dans la population légale, le nombre des étrangers ne s'est abaissé que de 2.891.000 à 2.454.000, soit de 437.000 entre 1931 et 1936. D'autre part, il faut tenir compte que, dans cette même période, on a compté un *minimum* de 271.000 acquisitions de la nationalité française, ce qui réduirait les départs à 166.000 environ. Par ailleurs, la population légale totale s'est accrue de 70.000 habitants, alors que, par le jeu des excédents des naissances sur les décès, elle aurait dû augmenter de 175.000 personnes. Si, donc, on admet l'exactitude des résultats des deux derniers dénombrements, il y aurait eu, de 1931 à 1936, un excédent net d'émigration totale de 105.000 personnes; ce dernier nombre est très proche de celui que l'on obtient quand on compare la diminution du nombre des étrangers et les acquisitions de la nationalité française, dans l'intervalle des deux derniers dénombrements. On est donc bien loin de l'évaluation qui porte le total des départs à 800.000 étrangers au minimum.

Le général RAYNAL estime qu'il est difficile, voire même dans la plupart des cas, impossible en l'absence de chiffres précis, d'établir les taux de natalité et de mortalité d'une population étrangère dans son pays d'immigration, et surtout de les comparer à ceux de la population autochtone.

En effet, cette population étrangère est, avant tout, de composition anormale. D'une part, elle présente une excessive proportion d'adultes, ce qui domine son taux de mortalité et devrait accroître notablement le taux de fécondité de sa partie féminine; d'autre part, la prédominance constante de l'élément masculin, plus ou moins forte suivant les pays, vient au contraire diminuer le taux de fécondité et, conséquemment, celui de natalité.

Par ailleurs, les recensements américains des dernières décades montrent que l'immigration, même à dose massive, de populations européennes provenant des contrées méditerranéennes ou orientales qui ont, jusqu'ici, conservé chez elles une forte natalité, n'est pas venue accroître de façon appréciable la natalité de leur nouveau pays. De même que dans nos départements de l'Hérault, des Bouches-du-Rhône, des Alpes-Maritimes, les immigrants ont vite fait de prendre les caractéristiques démographiques moins favorables de ce milieu. Il ne semble donc pas qu'on puisse parler de la fécondité comme d'un caractère spécifique de race. Pour une race ou une population donnée, la fécondité varie, au contraire et surtout de nos jours, avec une extrême rapidité.

M. BUREAU-FARILLER fait observer que le relevé des étrangers franchissant nos frontières ne fournit pas des indications complètes sur le mouvement de la population étrangère : on néglige en effet les entrées que constituent en fait les naissances en France d'enfants dont les parents sont étrangers.

M. LANDRY donne son accord aux diverses conclusions de l'étude intéressante et substantielle présentée par M. Ferenczi, et ne fait qu'une légère réserve sur le point déjà signalé par M. le Président, c'est-à-dire sur la décroissance du nombre de travailleurs étrangers en France de 1931 à 1936.

M. LANDRY indique en outre, d'accord avec M. HUBER, l'intérêt qu'il y aurait à distinguer les Français qui sont dans des pays étrangers proprement dits et ceux qui sont dans des possessions françaises d'outre-mer. Il s'agirait d'opérer comme on le fait déjà pour les statistiques du commerce extérieur : on chiffre, d'une part les échanges de la France avec ses colonies, et d'autre part ses échanges avec les pays étrangers.

M. LANDRY soulève une autre question. On établit la statistique des étrangers, pour un pays, à une époque donnée, 1931, par exemple, puis à une deuxième époque, soit en 1936. Mais que s'est-il passé entre ces deux dates? Comment se sont produits les changements que l'on constate? En dehors des migrations, il y aura eu des migrations, d'autres changements de nationalité, une mortalité et une procréation chez les étrangers. On souhaiterait que tout cela fût suivi d'année en année et observé avec le maximum d'exactitude.

M. HUBER fait savoir que la Statistique générale de la France avait pris en 1927 l'initiative de faire porter sur les bulletins employés pour la statistique des naissances une question relative à la nationalité des parents, mais que, rien n'obligeant ceux-ci à répondre, il manquait 10 à 15 % des réponses.

Il existe donc un certain nombre d'enfants dont on ne connaît pas la nationalité. De plus, les lois sont très complexes et certains de ces enfants n'ont en fait qu'une nationalité provisoire puisqu'ils peuvent opter à leur majorité. Il résulte de ces faits une incertitude statistique inévitable.

M. BRENIER donne quelques détails sur un travail qu'il avait présenté au Congrès national des Commissions départementales de la Natalité, à Lyon, en septembre dernier, — travail dont il remet d'ailleurs un exemplaire pour les Archives de la Société, — et qui concerne le nombre des étrangers dans les Bouches-du-Rhône et en France.

Dans les Bouches-du-Rhône, la population étrangère avait passé de 117.800 en 1901 à 284.800 en 1931 — soit un accroissement de 111 % — pendant que la population française n'augmentait que de 35,4 %. La proportion des étrangers dans la population totale du département passait, dans le même intervalle de trente ans, de 16 à 22,5 %. Le recensement de 1936 a marqué une légère régression dans le nombre des étrangers : 245.300 au lieu de 284.800, mais il faut tenir compte des naturalisations.

Si l'on additionne pour la XI<sup>e</sup> Région économique (Provence et Bas Rhône), le nombre des étrangers qui en faisaient partie au recensement de 1936 (départements des Bouches-du-Rhône, des Hautes-Alpes, Basses-Alpes

et Alpes-Maritimes, du Var, du Vaucluse et du Gard), on obtient au total 461.300, supérieur de près de 100.000 au département qui en contient individuellement le plus, la Seine (369.300). Le Nord et le Pas-de-Calais n'en comptent, ensemble, que 307.200.

Le nombre des Italiens dans les Bouches-du-Rhône a passé de 93.100 en 1931, à 155.300 en 1936; celui des Espagnols de 22.000 à 34.000. Nous comptons en outre 21.000 Arméniens.

M. BRENIER attire l'attention sur deux points en particulier :

1<sup>o</sup> Il y a quelques années (enquête faite par la Chambre de Commerce en 1929) la proportion des étrangers dans six industries, parmi les plus importantes de Marseille, oscillait de 70 à 80 %, et dans six autres — non moins considérables — ne descendaient pas au-dessous de 50 %. La situation s'est améliorée depuis, mais, en partie, par suite de la crise.

2<sup>o</sup> Sans pouvoir garantir que le résultat soit d'une certitude scientifique absolue, M. BRENIER s'est livré à des calculs qui montrent que la natalité est plus importante chez les étrangers que chez les Français dans les Bouches-du-Rhône, comme dans tout le pays.

A ce point de vue, il faudrait, semble-t-il, signaler à qui de droit que l'indication de la nationalité des parents n'est pas toujours exigée par les mairies, ce qui est fâcheux. On ne peut pas savoir, par exemple, combien il naît exactement d'enfants de parents italiens à Marseille.

M. FERENCZI se permet de répondre aux observations de M. le Président et de ses collègues participant à la discussion :

1<sup>o</sup> L'estimation suivant laquelle le nombre des travailleurs étrangers en France aurait diminué par suite du mouvement des entrées et des sorties, entre les deux recensements du 8 mars 1931 et du 8 mars 1936, d'au moins 500.000 a pour base deux statistiques officielles :

a) La statistique des entrées et sorties de travailleurs étrangers relevée et publiée par le ministère du Travail. Cette statistique a autorisé certains experts français à estimer que l'excédent des sorties était plus important encore que nous l'avons indiqué (Voir *Bulletin Quotidien*, n<sup>o</sup> 2891, 22 mars 1936, P-1);

b) Les statistiques d'immigration des nationaux rapatriés dans les plus importants pays en provenance de France corroborent également, d'une façon générale, notre estimation. Or, ce sont les pays d'entrée qui se trouvent généralement les mieux placés pour relever les migrants.

Il n'appartient pas à un étranger d'éclaircir à fond les contradictions extraordinaires entre deux séries de statistiques officielles françaises. Il importe que les administrations françaises elles-mêmes tâchent de les éliminer dans l'avenir. Je me permets donc simplement d'attirer l'attention sur les divergences qui existent dans ces relevés :

a) La définition des étrangers concerne, dans le recensement, les étrangers « résidant habituellement » en France et, dans les statistiques du ministère du Travail, les travailleurs « présents ». Les résultats du dernier recensement général de 1936, en ce qui concerne les modifications relatives au nombre de

travailleurs étrangers survenues depuis 1931, ne pourront être exactement connus que lorsque le dépouillement sera — dans quelques années — complètement terminé;

b) Il faut dès à présent tenir compte des difficultés d'application que la législation française, très complexe, sur la nationalité offre, lors des recensements, pour les recensés et même pour les agents de contrôle. Les étrangers ont eu notamment, depuis la dernière grande crise, un grand intérêt à se déclarer Français, eux et les membres de leur famille, ou à se soustraire complètement au recensement; ces cas pouvaient se présenter particulièrement pour un très grand nombre d'apatrides et de réfugiés. D'autre part, le nombre des enfants nés dans le pays comme étrangers paraît constituer une compensation non seulement au décès des étrangers mais aussi à un certain nombre d'étrangers sortis du pays;

c) Les travailleurs sont en général plus migrants que les « étrangers » (professionnels ou non). Un nombre variable de travailleurs saisonniers relevé dans les statistiques du ministère du Travail n'étaient même pas dans le pays à la date (8 mars) des recensements; ces travailleurs n'ont généralement pas de famille en France et sont caractérisés par une plus grande migrabilité que les étrangers domiciliés;

d) On ne peut pas négliger complètement l'influence de l'excédent des entrées des ressortissants français sur l'excédent net d'émigration totale. L'excédent des Français revenant de pays étrangers ou de colonies françaises sur le sol métropolitain devait être très probablement considérable (1) dans cette période de crise. En effet, l'augmentation de la population française entre les deux recensements (508.461) ne s'explique pas par l'excédent des naissances (pour la période 1931-1935, 159.000) — même en admettant que cet excédent doit être entièrement mis au compte de l'élément français (2) — et des naturalisations (271.000 environ).

D'autre part, l'excédent de l'immigration des Français a compensé la sortie de milliers de travailleurs étrangers;

e) Les deux recensements ont subi, dans une mesure différente, l'influence des sources d'erreurs.

D'après les données publiées jusqu'à présent, les deux recensements ne permettent donc pas de conclure à la diminution du nombre des travailleurs étrangers entre 1931-1936. Cet excédent, nous l'avons évalué à 500.000 et ce chiffre ne doit pas être confondu avec une diminution totale d'au moins 800.000 étrangers, professionnels ou non, en tenant compte des naturalisations.

2° Même les États-Unis qui sont restés jusqu'ici le principal pays d'immigration et d'étrangers, n'ont pas attaché un intérêt suffisant au cours des recensements et des relevés des mouvements démographiques au critère de la nationalité juridique.

D'après le « Service de l'immigration et de naturalisation », le nombre des étrangers a baissé entre le 30 juin 1930 et le 30 juin 1936 de 6.284.613

---

(1) A l'exception des militaires, marins et fonctionnaires qui résident temporairement à l'étranger ou dans les colonies (1931 : 93.928 et 1936 : 107.538).

(2) Voir aussi : *A propos du recensement de 1936*, dans la revue *Pour la vie*, n° 282 (février 1935).

à 4.316.004, par suite : a) de l'excédent de l'émigration (103.142); b) des actes de naturalisations; c) des décès (évaluation).

Le recensement de 1930 a déjà permis de constater que la baisse du nombre des enfants, notamment de ceux de plus d'une année (37 %), est due exclusivement à la diminution du nombre des enfants nés à l'étranger ou de parents étrangers; chose d'ailleurs naturelle, vu que l'immigration de nationalités moins prolifiques (anglo-saxonnes et germaniques) était particulièrement favorisée par la législation récente. Par ailleurs, la natalité des autres nationalités a subi l'influence défavorable du milieu généralement antinataliste, des crises économiques et des changements de la structure d'âge et de sexe, à la suite de la législation restrictive d'immigration et d'autres facteurs.

Les demandes de naturalisation ont particulièrement augmenté à partir de 1933. Tandis que dans cette année le nombre des certificats de naturalisation délivrés était de 113.363, leur nombre a atteint en 1936 141.265. En outre, le 31 juin 1935, parmi 4,9 millions d'étrangers, 1.150.000 étaient déjà en instance de naturalisation, y compris les enfants mineurs. Mais, aux États-Unis encore, on a déjà réagi contre la vague de naturalisation par des mesures restrictives et décidé de supprimer l'aide aux chômeurs étrangers. Le Commissaire général à l'immigration prévoit, pour une date pas très éloignée, la disparition des étrangers aux États-Unis.

3° J'ai noté avec joie que M. Landry est d'accord avec moi pour réclamer le développement complet et minutieux de toutes les méthodes de relevés d'ordre statique et dynamique des étrangers, ainsi que de tous les facteurs intéressant ce grand problème.

En ce qui concerne la distinction, dans cette statistique, des étrangers échangés, d'une part entre pays souverains et, d'autre part, entre des métropoles et leurs propres colonies, je me permets d'attirer l'attention sur les tableaux coloniaux internationaux que je publierai prochainement pour les années 1910 et 1930.

---